



SERVICE DE PRESSE  
ET VEILLE

---

Palais de l'Élysée, le mardi 12 janvier 2021

## COMMUNIQUÉ



### **Des engagements pour agir en faveur de la biodiversité**

Pour sa quatrième édition, le *One Planet Summit* a réuni, le 11 janvier 2021 de 14h00 à 17h00 CET, des décideurs du monde entier pour accélérer l'action internationale en faveur de la nature.

Ont notamment participé à ce sommet 11 chefs d'Etat et de gouvernement (Allemagne, Canada, Costa Rica, France, Italie, Mauritanie, Monaco, Norvège, Pays-Bas, République démocratique du Congo et Royaume-Uni), ainsi que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Prince de Galles, la présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen.

Les principaux résultats enregistrés à l'issue de ce sommet sont les suivants :

#### **1. Protéger les écosystèmes terrestres et marins :**

La France et le Costa Rica ont lancé la Coalition de la haute ambition pour la nature et les hommes, qui entend créer les conditions permettant l'adoption d'une cible ambitieuse de protection de la nature par la Convention sur la diversité biologique en fin d'année. Cette mobilisation a permis d'aboutir, aujourd'hui, au ralliement à cette coalition de 52 Etats qui s'engagent à œuvrer à la protection de 30 % des espaces terrestres et marins d'ici 2030.

Le Président de la République a annoncé, en ce qui concerne la France, qu'il s'engageait à appliquer ce niveau de protection pour nos territoires marins et terrestres dès 2022. Il a par ailleurs annoncé la publication de la Stratégie pour les aires protégées, permettant de documenter la trajectoire prévue pour atteindre cet objectif. Les moyens humains des opérateurs publics concernés seront renforcés dans les trois prochaines années, notamment par la mobilisation du service civique.

Une nouvelle coalition pour la mer Méditerranée, « mer Méditerranée exemplaire en 2030 », a été lancée aujourd'hui par l'Espagne, la France et la principauté de Monaco. Elle est construite autour de 4 engagements : (1) développer un réseau d'aires protégées ; (2) mettre fin à la surpêche ; (3) lutter contre la pollution marine et mettre fin au plastique à usage unique ; (4) verdir le transport maritime. Cette coalition poursuivra ses efforts pour mobiliser d'autres Etats du pourtour de la Méditerranée, mais également les acteurs régionaux, locaux, la société civile et le secteur privé. Le Sommet des deux rives ainsi que le Congrès de l'UICN à Marseille seront l'occasion de renforcer cette dynamique.

## **2. Promouvoir l'agro-écologie :**

Reconnaissant que l'agro-écologie permet de préserver la biodiversité tout en répondant aux objectifs de développement durable et de création d'emplois, ce One Planet Summit a pris le parti d'en faire un élément important d'engagement international.

Cet enjeu se pose avec une acuité particulière en Afrique, où effets du changement climatique, dégradation des terres et perte de biodiversité se combinent et menacent la sécurité alimentaire de nombreux pays. Dans ce cadre, a été mis en place un programme, dénommé « Accélérateur de la Grande muraille verte (GGW Accelerator) ». Cette initiative multi-acteurs a pour objectif de catalyser les efforts financiers de l'ensemble des bailleurs. Elle souhaite donner un nouvel élan à cette ambitieuse initiative africaine, lancée dans les années 1980, pour verdir le Sahel. Les différents partenaires de l'initiative se sont engagés à mobiliser près de 14 milliards d'euros (16.85 milliards USD) de financements internationaux dans les 11 pays concernés d'ici 2025.

14,3 milliards de dollars sont déjà programmés. La Présidente de la Commission européenne a annoncé qu'elle pourrait mobiliser plus de 2,5 milliards d'euros pour y contribuer, dans sa programmation en préparation. Plus d'une centaine d'entreprises, regroupées autour de la charte IAM AFRICA (International Agroecological Movement for Africa) se sont en outre engagées à contribuer à la mise en œuvre des objectifs de transition agro-écologique dans les pays de la GMV. Un secrétariat chargé du suivi de ces engagements a été mis en place auprès de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Le Président de la République s'est engagé à suivre cette initiative dans le cadre du prochain sommet Afrique-France, prévu à Montpellier en juillet prochain.

Pour la France, un soutien à la plantation de 7 000 km de haies agricoles d'ici 2022 a été annoncé par le Président de la République, confirmant l'impulsion nouvelle donnée à la transition agro-écologique de l'agriculture française dans le cadre du plan de relance.

### **3. Mobiliser des financements pour la biodiversité :**

Sous l'impulsion du Prince de Galles a été annoncée l'Alliance pour l'investissement dans le capital naturel, à laquelle participent déjà HSBC Pollination Climate Asset Management, Lombard Odier et Mirova. Elle regroupe les acteurs de la finance souhaitant accroître leurs investissements dans la restauration de la biodiversité. Elle a pour objectif de mobiliser 10 milliards de dollars pour la nature d'ici 2022.

L'OPS a permis de poser les bases d'une coalition pour la convergence des financements en faveur du climat et de la biodiversité qui vise à construire davantage de synergies entre action climatique et préservation de la biosphère. Ses membres travailleront à accroître la part de leurs financements en faveur du climat bénéficiant également à la biodiversité. Ce principe a été soutenu lors de l'OPS par le Canada, la France, la Norvège et le Royaume-Uni.

A titre national, la France a indiqué qu'au moins 30% de ses financements en faveur du climat intégrerait, à l'horizon 2030, des co-bénéfices pour la biodiversité. Cette cible sera atteinte dès 2025 pour les financements portés par l'Agence Française de Développement (AFD).

L'OPS a été l'occasion d'apporter une impulsion politique, notamment par le Canada, la France et le Royaume-Uni, à la Taskforce on Nature-related Financial Disclosure (TNFD). Cette initiative, portée par des acteurs publics et privés, dont une cinquantaine d'institutions financières de premier rang, élaborera un cadre de mesure des risques, impacts et bénéfices des activités économiques en matière de biodiversité – à l'image de la TCFD sur le climat.

Enfin, le Canada a annoncé qu'il contribuera jusqu'à 55 millions de dollars canadiens (35,3 M€) au Land Degradation Neutrality fund (LDN), pour soutenir la gestion et la restauration durables des terres, notamment en Afrique. La France a annoncé qu'elle rejoindrait également l'initiative. Avec cette annonce, qui permettra de catalyser des investissements supplémentaires du secteur privé, le fonds LDN a le potentiel d'atteindre les objectifs fixés lors de son lancement, au One Planet Summit de décembre 2017.

### **4. Protéger les forêts, les espèces et la santé humaine :**

La France a lancé l'initiative PREZODE (PREventing ZOonotic Diseases Emergence) qui mettra en place une coopération inédite à l'échelle internationale entre acteurs de la recherche et réseaux de vigilance sanitaire, avec notamment le soutien de la FAO, pour la prévention de nouvelles pandémies issues de réservoirs animaux. Elle est engagée en concertation avec de nombreux acteurs de la recherche européens et mobilise déjà plus de 400 chercheurs et experts de la santé humaine, animale et environnementale, au niveau international.

Le *One Planet Summit* a été l'occasion d'un point d'étape sur l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales, annoncée au G7 de 2019. L'Allemagne et la République démocratique du Congo ont annoncé leur adhésion à l'alliance.

Le débat sur la déforestation importée a permis de noter, qu'outre des stratégies nationales développées notamment par la France et les Pays-Bas, le Parlement et la Commission européenne s'engageaient sur un calendrier permettant de prendre des décisions fortes de lutte contre la déforestation importée dans le courant de l'année 2021. Pour sa part, le Président de la République a indiqué qu'en complément de ces décisions, la France mettrait en œuvre sa stratégie nationale en faveur des protéines végétales, publiée il y a quelques semaines. Par ailleurs, et afin de compléter ce dispositif, il a appelé à la mise en place d'une coopération entre l'Europe et l'Afrique permettant d'y démultiplier la production de protéines végétales selon des méthodes agro-écologiques. Ceci dans le but de renforcer la sécurité alimentaire en Afrique tout en contribuant à l'approvisionnement de l'Union européenne en protéines végétales.

Le Président de la République a réitéré sa détermination à suivre l'ensemble de ces engagements et a ainsi fixé comme prochain point d'étape le congrès mondial pour la Nature de l'UICN, qui se tiendra à Marseille du 3 au 11 septembre 2021.